

## 1982-2008 : 27 ans d'évolution du marché de livre en France

### *Observatoire de l'économie du livre*

L'évaluation de l'impact de la loi du 10 août 1981 sur le secteur du livre suppose d'examiner comment ont évolué un certain nombre d'indicateurs et de caractéristiques de ce secteur depuis l'entrée en vigueur de la loi le 1<sup>er</sup> janvier 1982.

Mais cela suppose également de comparer ces évolutions avec les périodes et les systèmes de prix qui l'ont précédée ou encore de les comparer avec celles qui s'observent dans d'autres pays, ayant ou non des systèmes de prix fixe, ce qui est l'objet de l'étude de la situation des marchés du livre dans 24 pays menée en complément de l'analyse des évolutions du marché français (*partie V du rapport et Annexe 6*).

Ces deux exercices posent évidemment la question de la **disponibilité des données statistiques**.

Force est en effet de constater que la connaissance du marché du livre français en 1981 était bien plus limitée qu'elle ne l'est aujourd'hui : pour ne citer que deux exemples, on ignorait alors le nombre d'exemplaires vendus par les éditeurs et les parts de marché des différents canaux de vente ne faisaient pas encore l'objet d'un suivi régulier.

Par-delà la disponibilité des données, il convient de s'intéresser à la façon dont elles sont produites : quel est le champ qu'elles couvrent, les échantillons sont-ils représentatifs, existe-t-il des biais ?

Pour une analyse de long terme, il convient en outre de prêter attention à la **continuité des méthodes et des périmètres** des différentes enquêtes et d'effectuer, lorsque c'est possible, les retraitements permettant d'assurer cette continuité des séries, faute de quoi on s'expose à tirer des conclusions erronées du rapprochement trop rapide de certaines données.

C'est pourquoi, dans l'analyse qui suit des évolutions des principaux indicateurs du marché du livre en France, on a fait précéder chaque série d'indicateurs d'une brève présentation des sources disponibles et des précautions à prendre pour leur utilisation sur période longue.

### **1/ La production de nouveautés**

#### **Sources disponibles et précautions d'emploi**

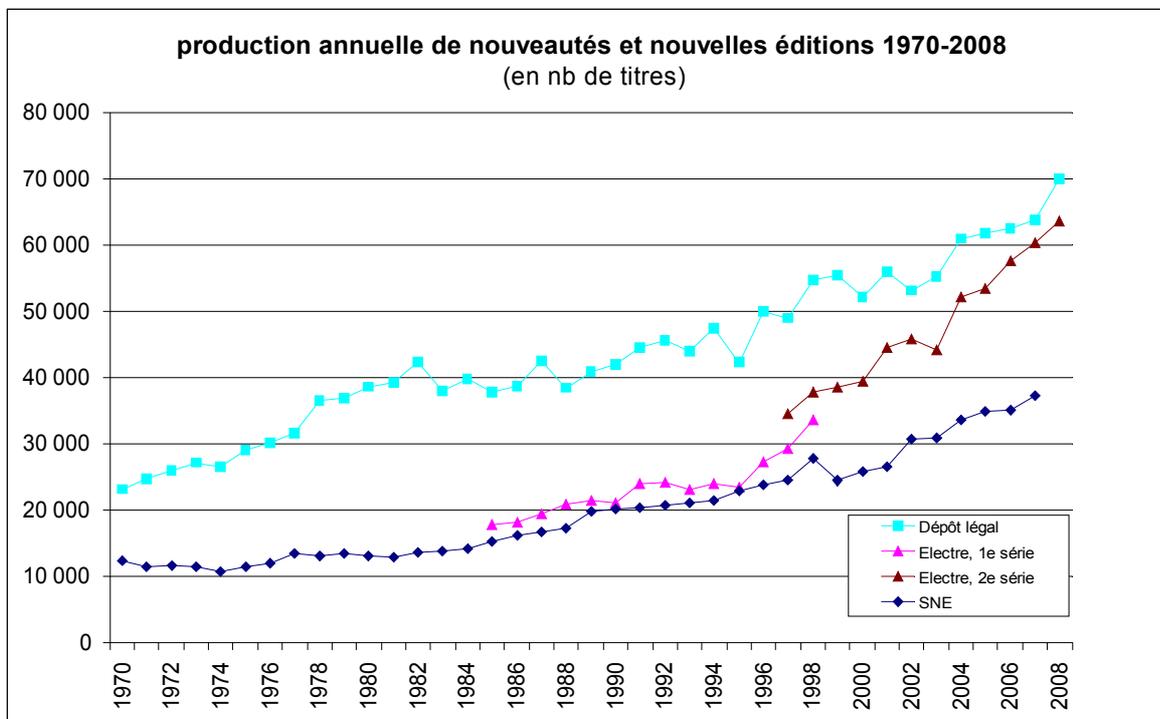
Sur période longue, deux sources permettent de suivre l'évolution de la production de nouveautés dans le secteur du livre :

- les entrées de livres et brochures au **Dépôt légal** ;
- l'**enquête annuelle de branche** réalisée par le **Syndicat national de l'édition** dans le cadre des statistiques obligatoires, qui porte sur un échantillon de 300 à 400 maisons, adhérentes ou non du SNE, et qui réalisent plus de 90% du chiffre d'affaires de la branche.

Plus tardivement, une troisième source est apparue, la base bibliographique **Electre**, qui recense l'ensemble de la production commercialisée en France (y compris la production d'éditeurs francophones). Si elles permettent de dégager une tendance globale, ces trois sources ont cependant connu au fil des ans des modifications de méthode qui doivent inciter à la prudence dans le maniement des données : plus ou moins grande sélectivité du Dépôt légal, variations de l'échantillon de l'enquête de branche du SNE, amélioration de l'exhaustivité du recensement par Electre et, pour cette dernière source, modification des procédures induisant une rupture de série en 1999.

Compte tenu de leurs différences de nature et de périmètre, ces trois sources fournissent naturellement une mesure différente de la production éditoriale : en 2007, la source la plus exhaustive, le Dépôt légal, avait ainsi enregistré 63.761 titres nouveaux, Electre, 60.376 nouveautés et nouvelles éditions commercialisées, tandis que les 294 éditeurs retenus pour l'enquête de branche avaient publié 37.352 nouveautés et nouvelles éditions <sup>1</sup>.

Pour 2008, le Dépôt légal indique 69.658 titres (+10 % par rapport à 2007) et Electre 63.601 (+5 %).



Si la mesure de la production comme les tendances annuelles d'évolution varient selon les sources, la tendance de long terme est clairement convergente : **en un peu plus de 35 ans, la production de nouveautés et nouvelles éditions a pratiquement triplé** : +175 % entre 1970 et 2007 selon le Dépôt légal (+2,8 % par an), +203 % selon l'enquête du SNE (+3,0 % par an).

En revanche, les tendances de moyen terme diffèrent parfois sensiblement d'une source à l'autre :  
- les données du Dépôt légal font ainsi se succéder une phase de forte croissance de la production entre 1970 et 1982 (+5 %/an en moyenne), un recul marqué en 1983 (-10%), une phase de relative stabilité jusqu'en 1988, puis une nouvelle phase de croissance soutenue entre 1988 et 2008 (+3 %/an

<sup>1</sup> La part des nouvelles éditions dans le total « nouveautés et nouvelles éditions » était de 13% en 2000, dernière année de disponibilité de l'information dans l'enquête de branche du SNE, et a varié entre 9 % et 22 % selon les années entre 1970 et 2000.

en moyenne) ;

- les données du SNE font apparaître pour leur part une période de relative stabilité de la production entre 1970 et 1981 (+0,4 %/an), suivie d'une période de forte croissance jusqu'en 1998 (+4,9 %/an), d'un repli marqué en 1999 (-12%), puis d'une reprise de la croissance à partir de 2000 (+5,4 %/an) ;
- les données d'Electre enfin font apparaître sur la période récente une croissance encore plus soutenue que les deux autres sources (+5,9 %/an en moyenne entre 1999 et 2008).

## **2/ Le chiffre d'affaires éditorial – les exemplaires vendus**

### **Sources disponibles et précautions d'emploi**

L'enquête annuelle de branche du **Syndicat national de l'édition** fournit :

- depuis 1960 des données sur le chiffre d'affaires des entreprises retenues dans l'échantillon, décomposé en CA provenant des ventes de livres (environ 97% du CA éditorial dans la période récente) et du CA provenant des cessions de droits (poche, clubs, traduction, ...) ;
- et depuis 1986 sur le nombre d'exemplaires vendus.

Deux précautions s'imposent pour l'analyse de ces données en série longue :

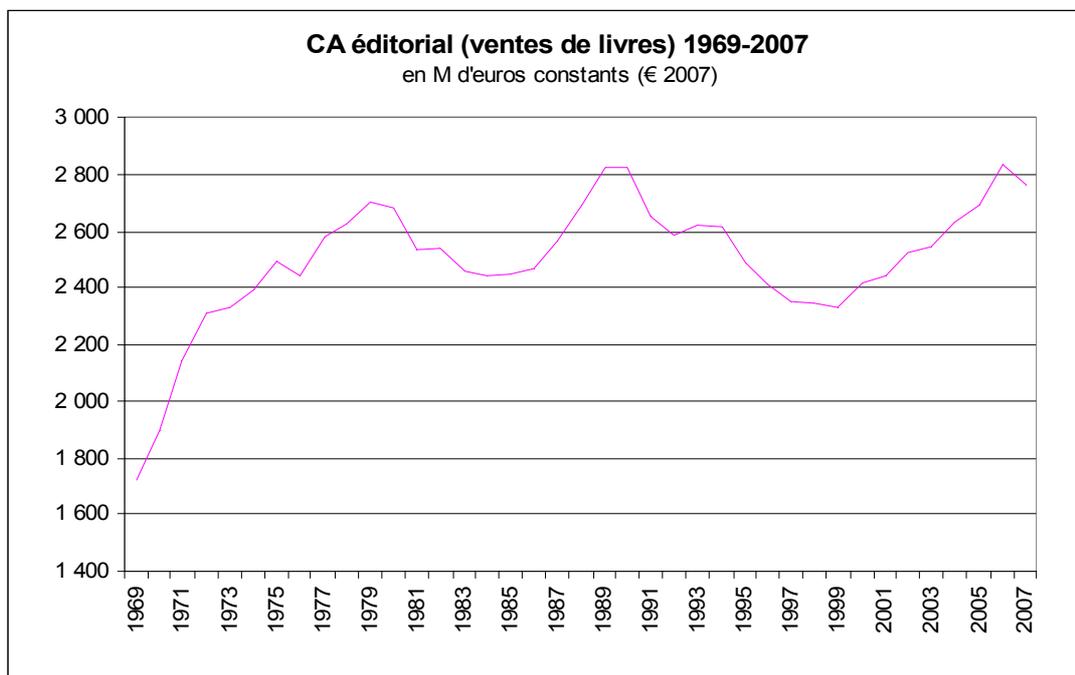
- les données sur le chiffre d'affaires sont des données en « prix de cession éditeur », et non des données en prix de vente au consommateur (prix public) : par nature, elles tendent à surreprésenter le poids – et donc les évolutions d'activité - des entreprises ayant un circuit court de diffusion (entreprises de VPC ou, dans une moindre mesure, entreprises assurant leur propre diffusion/distribution) par rapport à celui des entreprises qui délèguent leur diffusion/distribution <sup>2</sup> ;
- jusqu'en 2002 inclus, les données sur les exemplaires vendus n'incluent pas les ventes de cette catégorie d'ouvrages particulière que sont les encyclopédies en fascicules, pour laquelle le chiffre des exemplaires vendus n'est pas publié : pour analyser les données en série longue, il convient donc de retraiter les données publiées depuis 2003 pour en exclure les ventes de fascicules et assurer l'homogénéité de la série.

L'analyse des évolutions du **chiffre d'affaires éditorial** au cours des quarante dernières années fait apparaître **6 phases** :

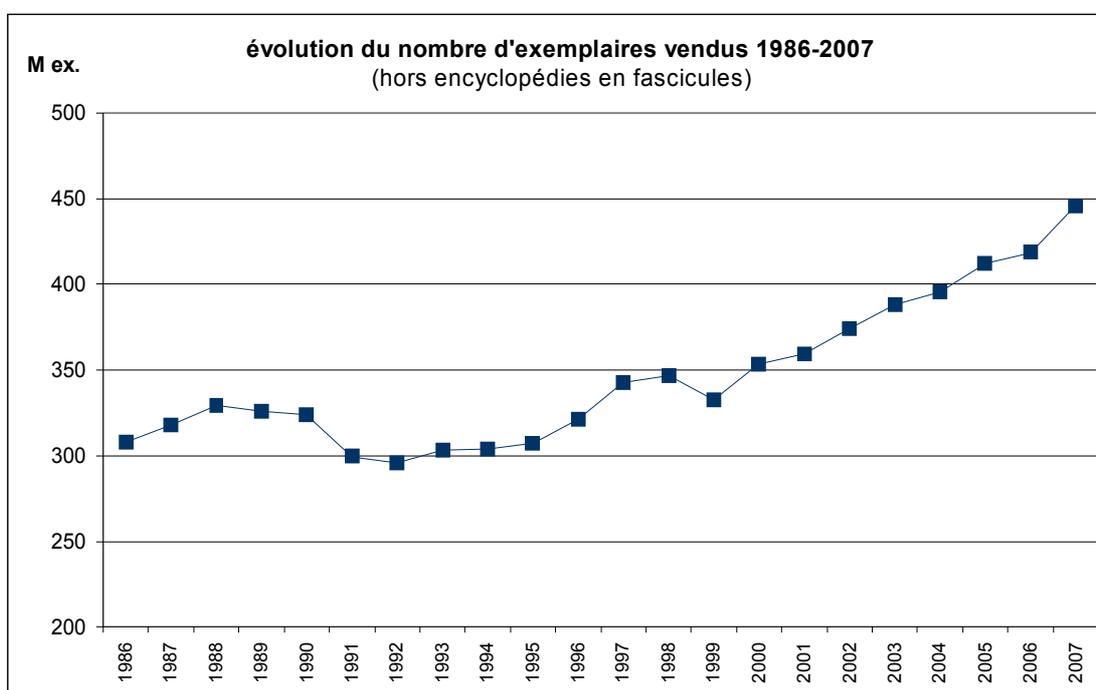
- une première phase de forte croissance jusqu'en 1972, qui prolonge la tendance qui s'observe sur toute la décennie 1960, où l'édition connaît des hausses à deux chiffres de son chiffre d'affaires constant ;
- une seconde phase de croissance ralentie (1972-1979) ;
- suivie d'une première phase de récession entre 1980 et 1986 ;
- d'une courte phase d'embellie entre 1986 et 1990 ;
- d'une nouvelle dépression, plus marquée que la première, entre 1991 et 2000, qui coïncide avec le rapide déclin des encyclopédies papier à partir de 1995 (*voir 3b. ci-dessous*) ;
- suivie d'une phase de croissance ininterrompue et régulière jusqu'en 2007, au cours de laquelle le CA éditorial augmente de plus de 20 % et retrouve son niveau historique du début des années 1990.

Disponibles plus tardivement (1986), les données sur le **nombre d'exemplaires vendus** montrent qu'après avoir oscillé entre 300 millions et 330 millions d'exemplaires entre 1986 et 1995, les ventes en volume ont progressé de façon très régulière jusqu'en 2007 pour atteindre le chiffre record de 445 millions d'exemplaires en 2007 (hors fascicules), soit **une hausse de près de 50 % en l'espace de 12 ans**.

<sup>2</sup> Pour illustrer ce propos, on prendra l'exemple de trois entreprises réalisant chacune un chiffre d'affaires en prix public de 1.000 k€ HT : la première (entreprise de VPC vendant directement aux consommateurs) pourra avoir un CA en prix de cession de 1.000 k€, la seconde, qui assure sa propre diffusion-distribution, un CA en prix de cession de 650 k€ et la troisième, qui délègue sa diffusion-distribution, un CA en prix de cession de 450 k€. Alors que ces trois entreprises pèsent d'un poids égal sur le marché final, leur poids dans l'enquête variera du simple au double.



source : Syndicat national de l'édition, enquête de branche – Déflateur utilisé : indices INSEE du prix du livre corrigés <sup>3</sup>.



source : Syndicat national de l'édition, enquête de branche, données retraitées.

<sup>3</sup> Indices INSEE du prix du livre corrigés des variations du taux de TVA sur le livre (1970, 1973, 1989). Sur la question du choix d'un déflateur du CA éditorial, voir Hervé Renard et François Rouet, « L'économie du livre : de la croissance à la crise », *L'Édition française depuis 1945*, Éditions du Cercle de la librairie, 1998, pp. 735-736.

### 3/ L'évolution des différents secteurs éditoriaux

#### 3a. dans la production

##### Sources disponibles et précautions d'emploi

Si l'enquête annuelle de branche du **Syndicat national de l'édition** fournit depuis le début des années 1960 une ventilation de la production en titres et en exemplaires, celle-ci ne porte que sur la production des 300 entreprises de son échantillon d'enquête (37.326 nouveautés et nouvelles éditions en 2007), soit un peu moins de 60 % de la production commercialisée en France (60.376 nouveautés et nouvelles éditions en 2007). En outre, plusieurs modifications de la nomenclature des catégories éditoriales rendent difficile l'analyse sur longue période.

Pour ces raisons, on a préféré se référer à la répartition de la production commercialisée selon la classification Dewey que publie la base **Electre** depuis 1994. Si elle pèse sur le nombre de titres enregistrés, la rupture de série qui intervient en 1999 (cf. 1. *supra*) ne pèse pas, ou peu, sur la répartition de la production par secteurs éditoriaux.

Entre 1994 et 2008, la part des principaux secteurs éditoriaux tels que les répertorie la base bibliographique Electre est **relativement stable**. Le seul mouvement marqué est la **hausse du poids des bandes dessinées** (de 2 % à 7 % du nombre de nouveautés), qui explique à elle seule la hausse du poids de la catégorie Littératures, et le léger recul du poids des catégories Philosophie, Sciences sociales, et Géographie et histoire.

Compte tenu de la forte hausse de la production entre ces deux années, cela ne signifie pas pour autant que le nombre de titres publiés dans ces catégories ait diminué, mais qu'il a augmenté moins vite que le reste de la production. En Sciences sociales par exemple, le nombre de nouveautés enregistré par Electre est passé de 4.967 en 1994 à 11.865 en 2008.

##### Evolution du nombre annuel de nouveautés et nouvelles éditions

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Sc. de l'information	3%	2%	3%	3%	2%	3%	3%	3%	2%	2%	3%	3%	2%	2%	2%
Philosophie	5%	5%	5%	5%	5%	6%	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4%	4%	4%
Religion	3%	4%	4%	4%	3%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Sciences sociales	21%	19%	20%	20%	21%	20%	19%	20%	19%	18%	19%	19%	19%	19%	19%
Langage	1%	1%	1%	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%
Sc. de la nature et Maths.	2%	2%	3%	3%	2%	2%	3%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
Techn. & sc. appliquées	9%	9%	10%	9%	10%	10%	10%	10%	9%	10%	10%	10%	10%	10%	10%
Arts	9%	9%	9%	8%	9%	9%	8%	8%	8%	9%	8%	10%	10%	10%	10%
Littératures	36%	37%	36%	36%	36%	36%	38%	39%	39%	40%	39%	39%	39%	40%	40%
Romans et niles français	6%	6%	6%	6%	6%	7%	7%	7%	7%	7%	6%	6%	6%	6%	6%
Romans et niles étrangers	5%	5%	4%	4%	3%	4%	4%	4%	4%	5%	5%	4%	4%	4%	4%
Romans policiers	2%	2%	2%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	3%	3%	3%
Litt. pour la jeunesse	11%	12%	12%	11%	12%	10%	11%	10%	10%	11%	11%	10%	10%	11%	10%
Bande dessinée	2%	2%	2%	2%	3%	3%	3%	4%	4%	4%	5%	6%	7%	7%	7%
Littératures - Autres	9%	9%	9%	9%	9%	11%	11%	11%	11%	11%	10%	10%	10%	9%	10%
Géo., Histoire	11%	10%	10%	11%	10%	10%	10%	10%	10%	9%	10%	10%	10%	10%	9%
	<b>100%</b>														

source : Electre, production commercialisée de nouveautés et nouvelles éditions.

### 3b. dans les ventes

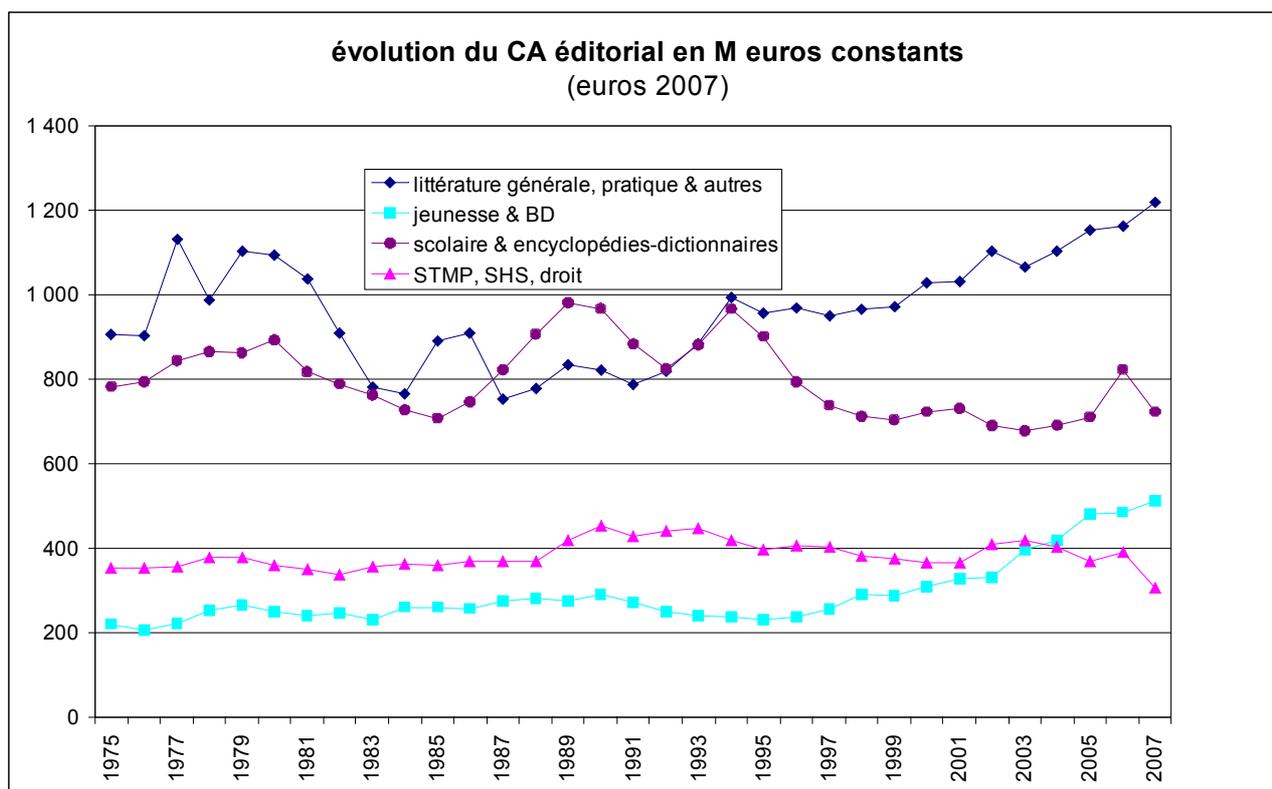
#### Sources disponibles et précautions d'emploi

Enquête annuelle de branche du **Syndicat national de l'édition**.

Les modifications successives de la nomenclature des catégories d'ouvrages (de 5 catégories à l'origine à 55 catégories au niveau le plus fin en 2007) ne permettent un suivi homogène, moyennant des regroupements de catégories, que depuis 1975.

L'évolution du chiffre d'affaires en monnaie constante des 4 grands « pôles » éditoriaux depuis 1975 met en évidence :

- des évolutions en dents de scie des pôles Littérature et Scolaire/Encyclopédies jusqu'au milieu des années 1990, puis des évolutions clairement divergentes : croissance régulière pour le pôle Littérature et chute brutale du pôle Scolaire/Encyclopédies entre 1995 et 2000, qui traduit l'effondrement du secteur des encyclopédies face à la concurrence des supports électroniques ;
- une relative stabilité du chiffre d'affaires du secteur scientifique et professionnel, malgré une courte phase de croissance à la fin des années 1980, principalement due à l'édition juridique, et, à l'inverse, une contraction des ventes depuis 2004 ;
- une progression marquée du pôle Jeunesse/BD, d'abord mesurée (1975-1990), puis, après un bref repli au début des années 1990, une croissance soutenue à partir de 1995 et plus soutenue encore à partir de 2002 ; en un peu plus de 30 ans, le chiffre d'affaires de ce secteur a été multiplié par 2,5 en monnaie constante.



source : Syndicat national de l'édition, enquête de branche – Déflateur utilisé : indices INSEE du prix du livre corrigés.

#### 4/ La répartition des ventes par canaux

##### Sources disponibles et précautions d'emploi

L'unique source permettant d'apprécier sur le long terme l'évolution des parts de marché des différents canaux de vente du livre en France est le **panel de consommateurs de Tns-Sofres** sur les achats de livres, dont les résultats sont disponibles depuis 1981.

Les données de ce panel ne sont malheureusement pas homogènes sur l'ensemble de la période : certains types de données ne sont apparus que tardivement (ex : données en acheteurs), mais surtout, les résultats relatifs à la période 1981-1992 sont affectés par un biais, corrigé depuis, qui tendait à surreprésenter dans l'échantillon le poids des acheteurs par correspondance.

Ce biais affectait en particulier les données sur les canaux de vente, où la part de marché de la VPC et des clubs était significativement surévaluée au détriment de celle des autres circuits ; pour cette raison, si les évolutions que retrace cette première série de données<sup>4</sup> sont fiables, le chiffrage des différentes parts de marché ne l'est pas et cette première série ne peut être mise en regard des résultats postérieurs à la correction de ce « biais VPC » (1994-2007).

Sur la décennie 1980, la répartition des ventes par canaux reste relativement stable : en moyenne, un gros tiers du marché pour les différents réseaux de librairie, un autre gros tiers pour les différentes formes de vente directe (correspondance, club et courtage) et environ 20 % du marché pour les grandes surfaces, spécialisées ou non. Mais on observe à partir des années 1990 plusieurs tendances qui traduisent une **modification significative du paysage de la diffusion du livre** :

- la première tendance, qui apparaît dès la deuxième moitié des années 1980 et s'amplifiera de façon presque ininterrompue jusqu'en 2004 est la **montée en puissance des grandes surfaces, spécialisées (grandes surfaces culturelles, GSC) ou non (grandes surfaces alimentaires, GSA)**, qui s'inscrit dans le cadre général des évolutions du commerce dans son ensemble<sup>5</sup> et reflète, notamment pour les premières, une politique offensive d'ouverture de magasins (Fnac) et l'apparition et le développement de nouvelles enseignes (Virgin, Extrapole, Cultura, Espaces culturels Leclerc<sup>6</sup>) : entre 1994 et 2004, le circuit des grandes surfaces culturelles double sa part de marché (de 11 % à 22 %) et celui des grandes surfaces alimentaires l'augmente de moitié (de 14 % à 21 %). Depuis 2005, on observe cependant un ralentissement du développement des grandes surfaces culturelles, et même, plus récemment, un léger reflux des grandes surfaces alimentaires.
- la deuxième, qui intervient au milieu des années 1990, est **l'effondrement des ventes par courtage** (encyclopédies), laminées par l'apparition des supports électroniques ; la part de marché du courtage, qui oscillait selon les années entre 10 % et 13 % tombe à 2 %/3 % à la fin des années 1990 et à moins de 0,5 % à partir de 2002.
- la troisième enfin est le vif développement des **ventes par internet**, qui apparaissent dans le panel en 1998 où elles ne représentent que 0,04 % des achats en valeur pour représenter 9 ans plus tard près de 8 % des achats.

4 Cf. Hervé Renard et François Rouet, *op. cit.*, 1998, pp. 726-727.

5 Cf. par exemple Sébastien Seguin, « Le grand commerce spécialisé s'affirme face aux hypermarchés », *Economie et statistiques* n° 344, [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&id=673](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&id=673)

6 Les Espaces culturels Leclerc étaient initialement classés par TNS-Sofres avec les grandes surfaces non spécialisées. Afin de préserver l'homogénéité de la série statistique, on a conservé ce mode de comptabilisation, même si, dans les résultats communiqués par TNS à ses clients depuis 2006, les espaces Leclerc sont classés, à l'instar des autres panels, avec les grandes surfaces culturelles.

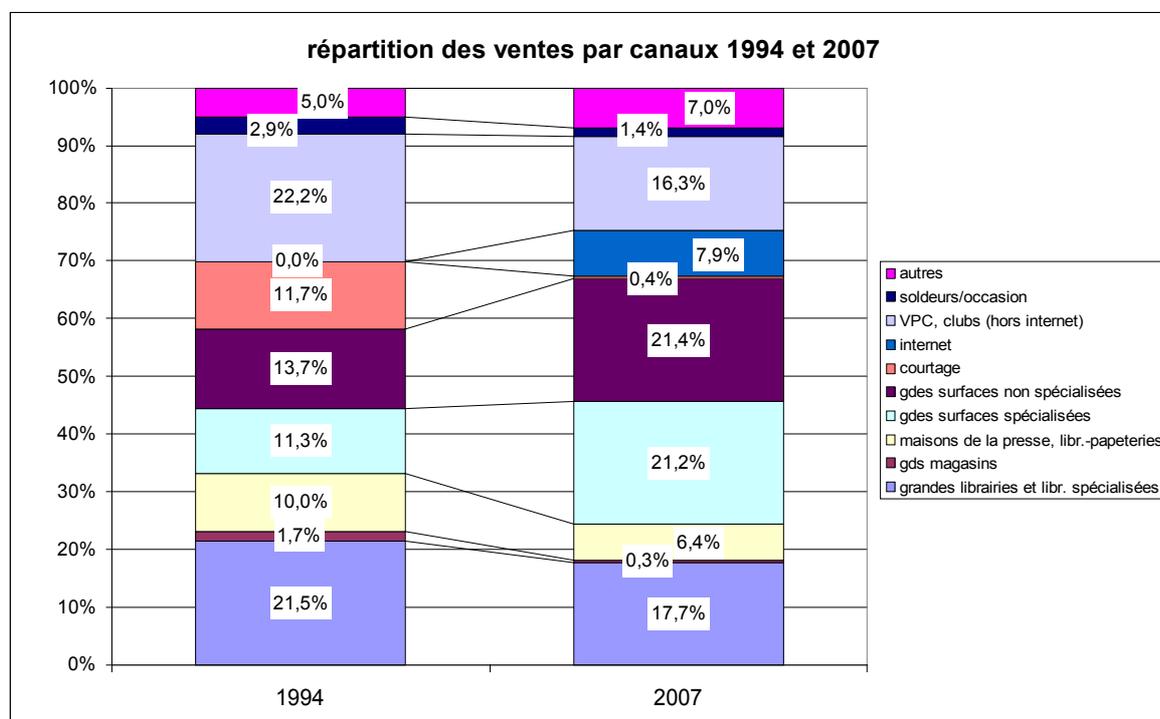
Ces trois tendances s'accompagnent du **recul des réseaux traditionnels** :

- celui de la librairie, et plus particulièrement des librairies-papeteries-presse, qui perdent la moitié de leur part de marché entre 1994 et 2007 (de 10,0% à 6,4%) et des librairies de grands magasins (de 1,7 % à 0,3 %), tandis que le recul est en proportion moins marqué dans les librairies ne vendant que du livre (de 21,5 % à 17,7 %) ;

- celui de la VPC traditionnelle, dont le recul est sensiblement plus marqué que celui des clubs.

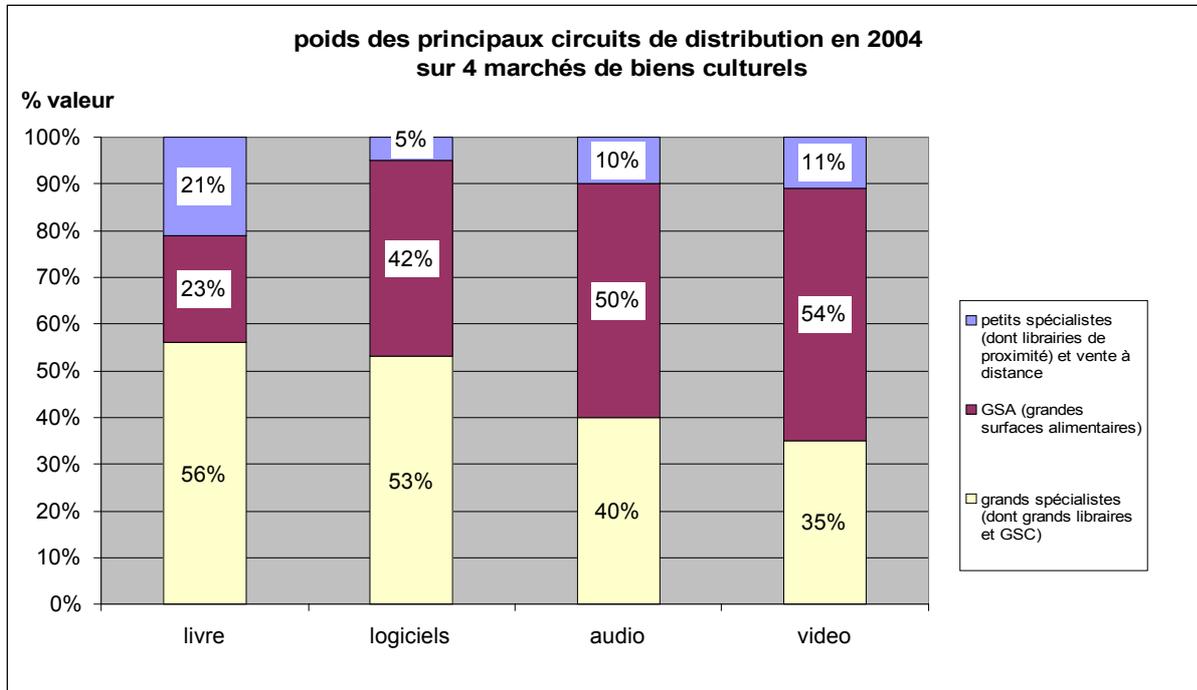
en valeur	1994	1997	2000	2003	2004	2005	2006	2007
librairies (tous réseaux confondus)	33,2%	33,7%	31,3%	28,5%	26,9%	26,7%	25,8%	24,4%
grandes librairies et librairies spécialisées	21,5%	21,7%	20,8%	18,3%	19,1%	19,3%	18,8%	17,7%
grands magasins	1,7%	1,5%	1,4%	0,9%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
maison de la presse, librairies-papeteries	10,0%	10,5%	9,1%	9,3%	7,2%	6,9%	6,6%	6,4%
grandes surfaces spécialisées (GSC)	11,3%	14,8%	17,2%	20,4%	21,8%	21,7%	21,8%	21,2%
grandes surfaces non spécialisées (GSA)	13,7%	15,9%	17,8%	20,1%	20,1%	20,7%	21,2%	21,4%
courtage	11,7%	7,2%	1,6%	0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,4%
ventes par internet	///	///	0,9%	3,2%	4,6%	5,4%	6,8%	7,9%
VPC, clubs (hors ventes par internet)	22,2%	19,8%	23,2%	18,0%	18,0%	16,7%	15,7%	16,3%
soldeurs/occasion	2,9%	2,6%	3,1%	2,8%	1,8%	1,9%	1,7%	1,4%
autres (comités d'entreprises, achat direct à l'éditeur, kiosques, gares, salons, marchés, ...)	5,0%	6,0%	4,9%	6,7%	6,5%	6,6%	6,8%	7,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).  
NB. Entre 2000 et 2003, reclassement de deux chaînes de librairies en grandes surfaces spécialisées (0,4% des achats).



source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).

Pour être spectaculaire, ce développement des réseaux des grandes surfaces dans la diffusion du livre demeure nettement moins marqué que dans d'autres secteurs culturels, comme le disque ou la vidéo, où les GSA représentent la moitié des ventes.



## 5/ Le prix des livres

Depuis bientôt trente ans, l'outil privilégié en France pour le suivi de l'évolution du prix des livres est **l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'INSEE**, disponible depuis 1951, et qui mesure, par relevé de prix dans un large échantillon de points de vente tenu secret, l'évolution des prix d'un panier d'ouvrages représentatif de la consommation des ménages <sup>7</sup>.

Dans d'autres pays (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Italie), on utilise plus fréquemment d'autres indicateurs sur le prix des livres (**prix moyens**), le plus souvent parce que l'institut statistique national ne publie pas de séries très détaillées sur les produits entrant dans la composition de l'indice général <sup>8</sup>.

Il s'agit notamment d'indicateurs de prix catalogue moyens, établis en général à partir de sources bibliographiques (Allemagne, Italie, Espagne), ou de prix moyens des livres vendus par les éditeurs ou par les détaillants, issus des statistiques des éditeurs ou des données collectées par les panels de détaillants ou de consommateurs (Royaume-Uni).

<sup>7</sup> Entre 1959 et 1982, le Syndicat national de l'édition élaborait son propre indice de prix, qui constituait également un indice de référence. Sur les différents indices de prix du livre, cf. H. Renard, F. Rouet, *op. cit.*, pp. 730-732.

<sup>8</sup> Au Royaume-Uni, les livres sont ainsi regroupés avec les journaux dans le niveau le plus fin de la nomenclature des indices publiés par l'ONS. Ces problèmes d'agrégation ont cependant trouvé une réponse avec la mise en ligne par Eurostat des données détaillées de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH, élaboré à partir des enquêtes des instituts nationaux des pays de l'UE, mais aussi de l'AELE), dans lequel le livre est isolé.

Par rapport à l'indice des prix à la consommation, qui mesure l'évolution des prix à structure de consommation constante, les évolutions de ces indices de prix moyen sont plus difficiles à analyser :

- soit parce que l'indice ne reflète pas du tout la structure de la consommation (prix catalogue moyen, dans lequel le prix de chaque titre pèse du même poids) ;
- soit au contraire parce qu'il reflète à la fois l'évolution du niveau des prix et l'évolution de la structure de la consommation (une augmentation du poids des livres de poche dans la consommation peut entraîner une baisse du prix moyen des livres achetés alors même qu'il y a hausse du prix des livres).

À des fins de comparaisons avec les pays utilisant ces indices de prix moyen, on a donc ajouté à l'analyse des évolutions de l'indice des prix à la consommation, l'analyse d'une série de prix moyens des livres achetés, issue du panel de consommateurs de Tns-Sofres.

## 5a. L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'INSEE

### Source disponible et précautions d'emploi

Le livre fait partie depuis 1951 des produits entrant dans le calcul de l'indice des prix à la consommation des ménages. Cependant, la série statistique des indices de prix du livre n'est pas homogène sur l'ensemble de la période :

- jusqu'en 1992, l'INSEE publie deux indices des prix pour le livre : celui du livre scolaire (de 15% à 20% de la pondération livres) et celui du livre non scolaire (de 80% à 85%), mais pas d'indice global Livre ;
- à compter de 1992, l'INSEE publie, à la suite de la révision de l'IPC, 4 indices de prix du livre, rétropolés jusqu'en 1990 :

- . un indice global Livres, publié mensuellement et annuellement ;
- . et 3 sous-indices, publiés annuellement :
  - Littérature générale
  - Scolaire, parascolaire, dictionnaires., encyclopédies
  - Jeunesse, pratiques et autres.

Si la rupture de série de 1992 ne permet pas de suivre selon les mêmes modalités l'évolution du prix du livre sur la totalité de la période, l'IPC permet cependant d'en avoir une idée assez précise.

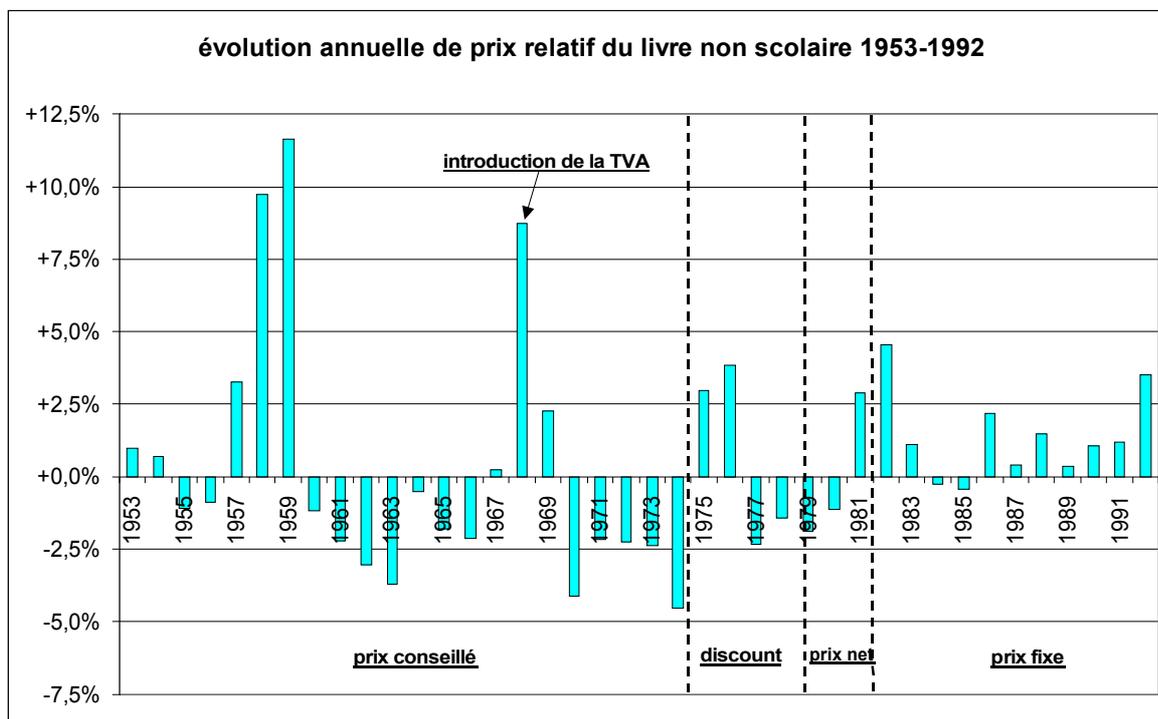
Plus qu'à l'évolution de l'indice des prix du livre, c'est à son évolution par rapport à l'indice général des prix à la consommation que l'on s'intéressera, c'est à dire à l'évolution du **prix relatif** du livre <sup>9</sup>.

### *5a1. 1951-1992 : une alternance de périodes de hausse et de baisse du prix relatif du livre*

L'observation des évolutions du prix relatif du livre sur la période 1951-1992, date de disponibilité de la première série d'indices de prix du livre, fait ressortir une alternance de périodes de baisse et de hausse du prix relatif.

Si certains des cycles de hausse s'expliquent par des contextes ou des événements précis (flambée inflationniste générale de la fin des années 1950, introduction de la TVA dans le commerce en 1968), les courts cycles de hausse de 1975-1976 et 1981-1983 apparaissent en léger décalage avec la poussée inflationniste des deux chocs pétroliers. À partir de 1986, on observe en revanche un cycle de hausse du prix relatif du livre plus long que les précédents, et qui durera jusqu'en 1994.

<sup>9</sup> Notion bien connue des économistes, le prix relatif permet de mettre en évidence les évolutions spécifiques du prix d'un produit. Il se calcule en rapportant l'évolution du prix d'un produit donné par rapport à celle d'un autre produit ou à celle de l'indice général des prix.



source : Insee, indice des prix à la consommation, moyennes annuelles.

L'un des éléments qu'il convient de ne pas perdre de vue pour l'analyse de cette période est que, jusqu'en 1986, le livre connaît comme la plupart des autres produits, une succession de périodes de blocage des prix et de périodes de semi-liberté néanmoins marquées par différents « engagements de modération » négociés avec les pouvoirs publics. C'est donc au moins autant l'impact ou l'efficacité de ces différents dispositifs d'encadrement des prix que les politiques de prix des éditeurs et des détaillants que reflètent alors les évolutions du prix du livre.

De fait, la relecture des évolutions du prix du livre en fonction de la chronologie des différents régimes de prix qui se sont succédés ne laisse entrevoir aucun lien évident entre système de prix et niveau des prix : sous chacun de ces régimes, le prix du livre évolue tantôt plus vite, tantôt moins vite que l'indice général.

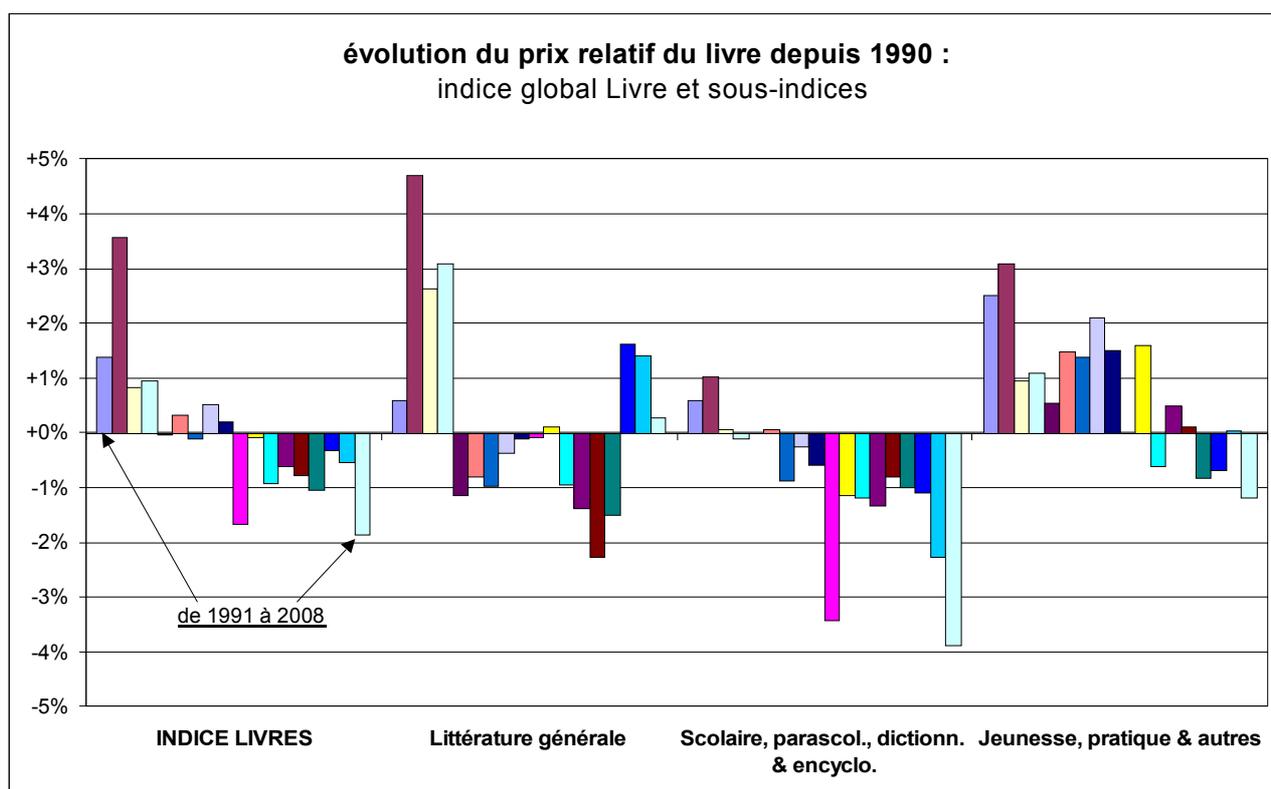
Si la première décennie d'application de la loi sur le prix unique est globalement marquée par une hausse du prix relatif du livre, favorisée par la libération des prix qui intervient en 1986 et permet aux éditeurs d'achever le rattrapage des coûts accumulés et non répercutés sur les prix lors de la décennie précédente<sup>10</sup>, ce cycle ne tardera pas à s'inverser au cours de la décennie 1990.

<sup>10</sup> Voir sur ce point l'analyse de Patrice Cahart, *Le livre français a-t-il un avenir ?*, La Documentation française, 1987, pp. 115-118.

### 5a2. 1990-2008 : des prix très sages à partir de 1995, mais des évolutions divergentes selon les catégories

Si l'on analyse l'évolution du nouvel indice global Livres disponible depuis 1990, on observe :

- que le cycle de hausse du prix relatif qui débute en 1986 sur le prix du livre non scolaire s'achève en 1994 ;
- pour laisser la place entre 1995 et 1999 à une période de stabilité du prix relatif ;
- puis, à partir de 2000 et de façon ininterrompue jusqu'à ce jour, à un nouveau cycle de baisse du prix relatif du livre.



source : Insee, indice des prix à la consommation, moyennes annuelles.

Cette évolution masque cependant des évolutions contrastées des 3 sous-indices de la nouvelle série :

- une baisse presque constante sur la période du prix relatif de la catégorie Scolaire, parascolaire, dictionnaires et encyclopédies et, de façon plus limitée, de la catégorie Littérature générale ;
- et de façon à peu près symétrique, une hausse presque constante du prix relatif de la catégorie Jeunesse, pratique et autres jusqu'en 2001.

On note également que chacune des 3 catégories reproduit, à des dates différentes, l'alternance de cycles de hausse et de baisse du prix relatif :

- la catégorie Littérature entame un cycle de baisse dès 1995, mais semble amorcer un nouveau cycle de hausse à partir de 2006 ;
- tandis que la catégorie Jeunesse, pratique et autres connaît elle aussi un retournement de tendance, mais en sens inverse, passant en 2002 d'un cycle de forte hausse à un cycle de stabilité/baisse du prix relatif.

## 5b. Le prix moyen des livres achetés selon le panel TnS-Sofres

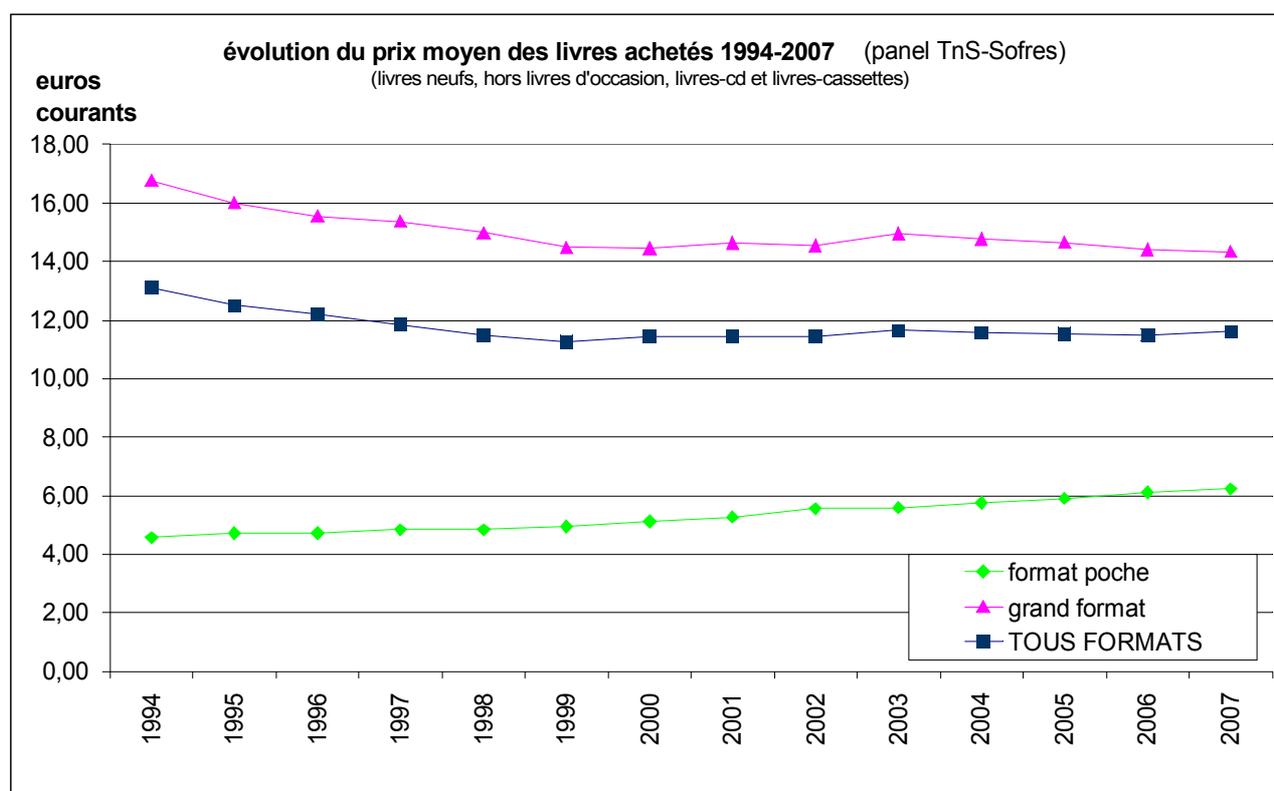
Les évolutions du prix moyen des livres achetés reflètent à la fois celles du niveau des prix et celles de la structure de consommation des ménages.

La première série de données du panel Sofres <sup>11</sup> montre ainsi qu'entre 1981 et 1992, le prix moyen des ouvrages achetés n'a augmenté que de +1%, soit nettement moins que la hausse du prix relatif du livre non scolaire entre ces deux dates (+16%).

Dans la 2<sup>e</sup> série de données du panel, la forte chute du prix moyen qui s'observe entre 1994 et 1998 est la conséquence de la forte baisse des achats d'encyclopédies papier et des dictionnaires entre ces deux dates (19 % des achats en valeur en 1994, 12 % en 1998).

Depuis 1998, le prix moyen des livres neufs achetés par les panélistes de TNS-Sofres s'établit aux alentours de 11,50 € (11,48 € en 1998, 11,60 € en 2007, +1 %).

Le prix moyen est en légère baisse pour les ouvrages grand format (de 14,99 € à 14,34 €, -4 %), mais en hausse sensible sur les livres au format poche (de 4,84 € en 1998 à 6,24 € en 2007, +28 %), hausse qui traduit pour partie le développement de l'offre en semi-poches.



source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).

11 Série affectée par la surreprésentation des acheteurs par correspondance (voir ci-dessus 4. Sources disponibles et précautions d'emploi).

## 6/ La concentration dans l'édition et la diffusion

La mesure de la concentration dans le secteur du livre peut s'effectuer à différents niveaux :

- au niveau des différents stades de la filière : concentration dans l'édition, la diffusion, la distribution ou les canaux de vente ;
- au niveau des agrégats observés : la production, les effectifs, le chiffre d'affaires, ... ;
- et enfin au niveau des unités économiques prises en compte : entreprises ou groupes.

### 6a. La concentration dans l'édition

#### Sources disponibles et précautions d'emploi

- au niveau des entreprises : enquête annuelle de branche du SNE

Type de données : répartition des maisons d'édition selon le CA, les effectifs (depuis 1958) et la production (depuis 1967)

ex : en 2007, les 12 entreprises réalisant plus de 50 M€ de chiffre d'affaires représentent 4,1% du nombre de répondants et 57,5% du chiffre d'affaires de l'échantillon

Précautions d'emploi : les variations de la taille de l'échantillon (de 277 à 436 répondants) reflètent à la fois les évolutions de la démographie éditoriale et de la concentration, mais aussi des évolutions du taux de participation des entreprises interrogées à l'enquête, du degré de couverture souhaité ou du mode de comptabilisation des maisons.

- au niveau des groupes d'édition : panel TNS-Sofres sur les achats de livres (depuis 1994)

Données nominatives non diffusables.

L'enquête annuelle du Syndicat national de l'édition fournit depuis les années 1960 une mesure de la concentration éditoriale en termes de production et de chiffre d'affaires.

Le poids des groupes dans l'activité éditoriale (production, ventes) n'a quant à lui commencé à être appréhendé par d'autres sources que depuis le milieu des années 1990. On soulignera cependant que, contrairement à d'autres pays (Royaume-Uni), les données relatives au poids des différents éditeurs ou groupes d'éditeurs dans les ventes ne sont pas à ce jour diffusées par les différents panels de détaillants ou de consommateurs.

#### 6a1. La concentration dans la production

Au cours des 10 dernières années, les données publiées par Livres Hebdo/Electre sur la production annuelle de nouveautés des principaux éditeurs ne montrent pas d'accentuation de la concentration dans la production : le poids des deux premiers groupes se situe aux alentours de 20 % du total, celui des 5 premiers, autour de 30 %.

Le poids plus élevé des groupes les plus productifs en début de période peut refléter pour partie une moindre exhaustivité de la base Electre.

	1994	1998	2002	2006	2007	2008
groupe Hachette	9,7%	9,5%	8,9%	11,3%	11,7%	10,2%
groupe VUP/Editis	14,1%	11,4%	10,2%	7,5%	8,0%	7,8%
L'Harmattan	3,1%	3,2%	3,2%	3,2%	3,3%	3,5%
groupe Flammarion	3,7%	3,8%	3,8%	3,3%	2,0%	3,2%
groupe Gallimard	3,8%	3,5%	3,1%	2,9%	3,0%	2,6%
<b>les 2 premiers</b>	<b>24%</b>	<b>21%</b>	<b>19%</b>	<b>19%</b>	<b>20%</b>	<b>18%</b>
<b>les 5 premiers</b>	<b>34%</b>	<b>31%</b>	<b>29%</b>	<b>28%</b>	<b>28%</b>	<b>27%</b>

source : Livres Hebdo, données Electre.

## 6a2. La concentration dans les ventes

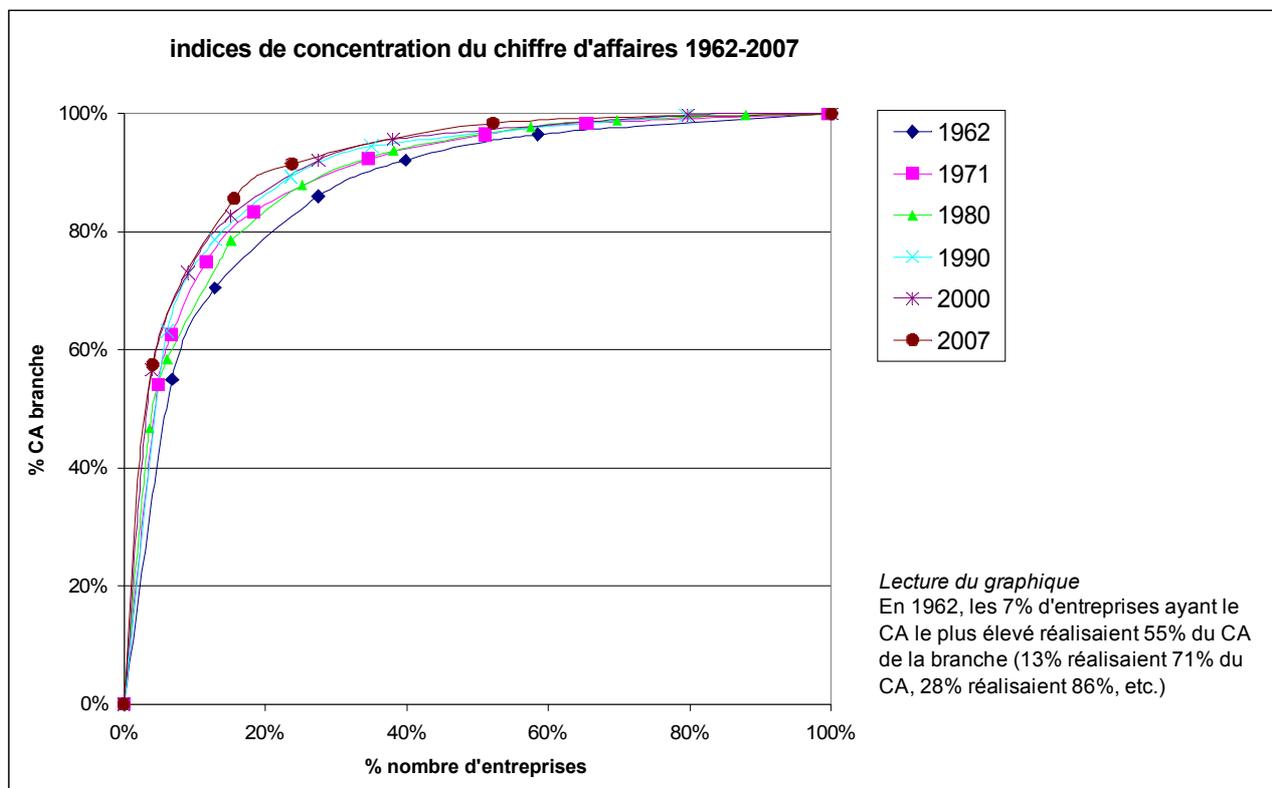
### • au niveau des entreprises

L'unité statistique retenue dans l'enquête du SNE est la maison d'édition, définie par le fait de constituer une entité juridique à part entière. Ce mode de comptabilisation fait cependant que l'enquête ne rend que partiellement compte du poids des groupes et de l'évolution de la concentration : le rachat d'une maison d'édition ne modifie les données que dans le cas d'une fusion/absorption, mais est transparent pour l'enquête en cas de simple filialisation.

En outre, en raison des variations de l'échantillon, mais aussi de la nature des données publiées (nombre de classes de CA, seuils), l'enquête constitue davantage un indicateur de tendance de l'évolution de la concentration qu'un outil de suivi très précis de cette évolution.

Sous ces réserves, les données de l'enquête montrent que, mesurée au niveau des entreprises, la concentration dans le secteur du livre est ancienne et a augmenté régulièrement, mais lentement, dès les années 1960 <sup>12</sup> :

- dès 1962, 7% des entreprises réalisaient plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'échantillon (55%) et 28% des répondants réalisaient 86% du CA ;
- en 2007, 4% des répondants réalisent 58% du CA de l'échantillon et 16% des répondants 86%.



source : Syndicat national de l'édition, enquête de branche (nombre d'entreprises prises en compte : 418 en 1962, 394 en 1971, 396 en 1980, 412 en 1990, 331 en 2000, 295 en 2007).

<sup>12</sup> Voir également François Rouet, « Les indicateurs d'une concentration forte et précoce », dans *Le Livre – mutations d'une industrie culturelle*, La Documentation française, 2007, pp. 27-30.

### • au niveau des groupes

La disponibilité tardive des données, et leur caractère non nominatif, ne permet qu'une vision très partielle de l'évolution du poids des groupes d'édition dans les achats de livres des ménages. Les conséquences du rachat par Lagardère d'une partie du groupe Vivendi Universal Publishing en 2003 par exemple n'apparaissent pas dans le tableau ci-dessous.

Le recul du poids des deux premiers groupes entre 1998 et 2002 traduit la cession par Vivendi de 50 % du capital de France Loisirs à Bertelsmann (2001).

Ces données démentent en tout cas l'idée, couramment répandue depuis la fin des années 1980, selon laquelle les deux premiers groupes français, Hachette et VUP/Editis, représentaient « *les deux tiers de l'édition française* ».

Un retraitement affiné des données Tns-Sofres pour l'année 2001 réalisé pour la Direction du livre et de la lecture montrait que l'ajout aux ventes des filiales et marques des deux groupes des ventes des éditeurs-tiers dont ils assuraient la distribution augmentait de 13 % leur part de marché en valeur (de 31 % à 43 %), soit un chiffre bien inférieur aux deux tiers souvent mentionnés.

en valeur	1994	1998	2002	2006	2007
les 2 premiers groupes	42%	42%	31%	32%	31%
les 5 premiers groupes	59%	62%	52%	50%	50%
les 8 premiers groupes	-	-	63%	60%	61%

source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules), données retraitées.

### 6b. La concentration dans la diffusion et la distribution

À ce jour, il n'existe pas en France de source statistique pour le suivi des activités de diffusion (commercialisation auprès des revendeurs) et de distribution (logistique) dans le secteur du livre.

Dans la mesure où, en France, ces fonctions sont en partie assurées par des filiales spécialisées des groupes d'édition qui agissent à la fois pour les éditeurs du groupe et pour des éditeurs extérieurs qui leur délègue l'une ou l'autre fonction (« éditeurs-tiers »), la concentration dans la diffusion et la distribution est fort logiquement plus élevée que dans l'édition. Elle est également plus élevée dans la distribution que dans la diffusion, fonction comparativement moins déléguée par les éditeurs que la distribution.

Si l'absence de source statistique ne permet pas de mesurer de façon précise l'évolution du degré de concentration dans ces deux activités, il semble cependant qu'il ait été très tôt relativement élevé :

« (...) En 1975, huit groupes (...) détenaient (...) la moitié du marché de la distribution [;] en 1981, les cinq premières structures de distribution (...) en réalisaient déjà 75 %. (...) Hachette et la Cité représentaient dès la fin des années 1980, une part importante et rapidement majoritaire dans la distribution. Leur poids était estimé par la Dafsa en 1994 (...) à deux tiers du tonnage et 60 % du chiffre d'affaires. Ce pourcentage a donné lieu à une âpre controverse lors de la tentative de rachat de VUP par Lagardère. <sup>13</sup>»

13 François Rouet, *Le Livre – mutations d'une industrie culturelle*, op. cit., pp. 319-320.

On citera à titre indicatif les données publiées par la Commission européenne dans sa décision de 2004 dans l'affaire Lagardère-VUP<sup>14</sup> sur le poids en 2001 des cinq premiers groupes d'édition sur les principaux marchés pertinents identifiés par elle pour les activités de diffusion et de distribution de livres. Ces données se présentent sous la forme de fourchettes non parce qu'il s'agirait d'estimations – la Commission a eu accès à des données précises fournies par les différentes parties en présence – mais parce que ces dernières ont été considérées comme confidentielles.

en 2001, en valeur	diffusion vers librairies niv. 1 et 2	diffusion vers hypermarchés	diffusion vers grossistes	distribution (tous circuits)
Hachette	[15%-25%]	nd	[25%-35%]	[20%-30%]
VUP	[15%-25%]	nd	[15%-25%]	[15%-25%]
s/t Hachette + VUP	[35%-45%]	[45%-55%]	[45%-55%]	[45%-55%]
Seuil	[5%-10%]	[0%-5%]	[0%-5%]	[10%-15%]
Gallimard	[5%-10%]	[5%-10%]	[0%-5%]	[5%-10%]
Flammarion	[5%-10%]	[0%-5%]	[0%-5%]	[5%-10%]

source : Commission européenne, décision Lagardère-VUP, 2004.

### 6c. La concentration dans les canaux de vente

On ne dispose pas à ce jour d'outil régulier de suivi de la concentration du commerce du livre. Les différents circuits qui le composent relèvent de secteurs différents pour l'institut statistique national, et la librairie, jusqu'en 2008, ne bénéficiait pas d'un code d'activité spécifique. D'autre part, comme c'est le cas pour l'édition, les différents panels ne diffusent pas de données nominatives sur la part de marché des différentes enseignes.

L'apparition des clubs et le développement continu des réseaux de grandes surfaces (cf. *supra* 4.) constituent de fait, du début des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, les deux formes principales de concentration des réseaux de vente du livre, jusqu'alors très atomisés, si l'on excepte le réseau historique des « bibliothèques de gare » (rebaptisées Relais H puis Relay) développé par Hachette à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et les quelques points de vente détenus par des éditeurs.

Face au développement de ces réseaux, les indépendants se sont constitués à partir des années 1980 en groupements à finalité et modalités de fonctionnement variables. À la fin des années 1980, on pouvait estimer que ces groupements représentaient 11 % du marché du livre, c'est à dire près du tiers du chiffre d'affaires de la librairie, tandis que la part de marché des chaînes de librairies s'élevait à environ 10 %, dont 4 % pour les chaînes détenues par des éditeurs<sup>15</sup>.

14 Décision du 7 janvier 2004, Affaire n° COMP/M.2978 – Lagardère/Natexis/VUP.

[http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/decisions/m2978\\_82\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/decisions/m2978_82_fr.pdf)

15 D'après Marc Minon, *Chaînes et groupements de librairies en Europe*, Cahiers de l'économie du livre, hors série n° 2, Ministère de la Culture/Cercle de la librairie, 1991, pp. 49-58.

Mais à partir de 1998, le commerce du livre va connaître **plusieurs mouvements importants de restructuration** :

- rachat par Lagardère de la petite chaîne de grandes surfaces culturelles Extrapole (1998), de la chaîne régionale le Furet du Nord (1999) et, en 2001, des magasins Virgin ;
- rachat par la FNAC du groupe Alizé (SFL, alibabook.fr), qui lui permet de se renforcer sur la vente par internet et d'entrer sur le marché de la vente aux collectivités (1999) ;
- apparition et développement rapide de nouvelles grandes surfaces culturelles (Espaces culturels Leclerc, Cultura) ;
- fusion de réseaux indépendants, comme le rachat par Gibert Joseph de l'Univers du livre (2001) ou la fusion des librairies Album (BD) avec les librairies-presse SGEC, ancienne propriété du groupe Hachette (2000) ;
- enfin, irruption spectaculaire de Bertelsmann dans le commerce de détail traditionnel en 2005, avec le rachat, via sa filiale française, de la petite chaîne régionale Baume, de la chaîne Privat de « librairies historiques de centre-ville », des librairies champenoises Guerlin-Martin et enfin des 23 magasins du groupe Alsatia.

En parallèle, Bertelsmann s'est également renforcé sur son métier premier avec l'acquisition du Grand livre du mois, seul véritable autre club de livres. En l'espace d'un an, Bertelsmann, qui en 2001 avait déjà repris les parts de VUP dans France Loisirs, s'est hissé au niveau de la FNAC comme acteur majeur du commerce du livre (12 % du marché).

L'année 2007 aura au contraire été marquée par un mouvement de sens inverse avec la revente par Lagardère de l'ensemble Virgin/Furet du Nord à un fonds d'investissement, qui revend à son tour le Furet du Nord en 2008 à des filiales régionales du Crédit agricole. Et la rumeur d'une cession par Bertelsmann de sa branche française dans le cadre d'un désengagement global de ses activités clubs a circulé quelques semaines à l'été 2008, avant que le groupe ne décide que la France faisait partie des grands marchés européens sur lesquels il entend se concentrer.

Malgré l'opacité voulue par ses principaux acteurs, on notera enfin que le circuit de la vente par internet apparaît fortement concentré : la part cumulée des deux leaders sur ce segment, Amazon.fr et Fnac.com, se situerait entre 60 % et 66 %.

## **7/ Les pratiques de lecture, d'achat et d'emprunt de livres**

### **7a. Les pratiques de lecture**

#### **Sources disponibles**

Contrairement à d'autres pays européens, il n'y avait pas en France, jusqu'à récemment, de suivi statistique annuel des pratiques de lecture de l'ensemble de la population. La source qui fait référence sur cette question est l'enquête *Pratiques culturelles des Français*, conduite tous les 8 à 10 ans depuis 1973 par le ministère de la Culture sur de larges échantillons (de 2.000 à 5.000 personnes de 15 ans et plus selon les années) interrogées en face-à-face à domicile.

Les derniers résultats disponibles de l'enquête *Pratiques culturelles* concernent l'année 1997. Les résultats de l'enquête 2007-2008 seront diffusés en octobre 2009.

Les principales tendances d'évolution qui se dégagent des enquêtes 1973 à 1997, et que l'on retrouve dans la plupart des pays développés, sont :

- une augmentation de la proportion de lecteurs entre 1973 et 1981 (de 69% à 73%) qui atteint un palier entre 1981 à 1997 ;
- une augmentation de la proportion de « faibles lecteurs » (de 1 à 9 livres par an) et une diminution presque symétrique de la proportion de « forts lecteurs » (25 livres et plus) ;
- une féminisation croissante du lectorat ;
- un recul net et régulier de l'intensité des pratiques de lecture dans les jeunes générations.

La parution prochaine des résultats de l'enquête 2007-2008 permettra de savoir comment ces tendances ont évolué au cours des dix dernières années <sup>16</sup>.

**Nombre de livres lus au cours des 12 derniers mois** (hors lecture scolaire et professionnelle, y compris bandes dessinées)

	1973	1981	1988	1997
<b>Non lecteurs</b>	<b>30</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>
<b>Faibles lecteurs</b>	<b>24</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>34</b>
1 à 4 livres par an	14	19	19	23
5 à 9 livres par an	9	9	12	12
<b>Moyens lecteurs</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>23</b>
10 à 14 livres par an	13	13	14	14
15 à 19 livres par an	4	4	4	4
20 à 24 livres par an	6	8	7	5
<b>Forts lecteurs</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>14</b>
25 à 49 livres par an	9	8	8	6
50 livres et + par an	13	10	9	8
<b>NSP</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

source : *Pratiques culturelles des Français*, Ministère de la Culture/DEP (2000 à 5000 personnes de 15 ans et +).

16 En 2005, une enquête conduite par le Crédoc en 2005 sur une méthodologie comparable (mêmes questions que dans l'enquête *Pratiques culturelles*, entretiens en face-à-face à domicile, large échantillon de 2.000 personnes) semblait indiquer une rupture de deux de ces tendances (Crédoc pour DLL-BPI, *Fréquentation, usages et image des bibliothèques municipales en 2005*). Il est cependant apparu récemment que les données de cette enquête ne pouvaient être rapprochées de celles de *Pratiques culturelles* : une différence dans l'ordre de passation des questions fait en effet qu'une partie des lecteurs exclusifs de bandes dessinées est pris en compte pour le calcul du nombre de livres lus dans l'une des deux enquêtes, mais pas dans l'autre, ce qui rend les données non comparables.

## 7b. Les pratiques d'achat

### Sources disponibles

L'enquête sur les *Pratiques culturelles des Français* fournit, depuis 1973, une mesure sommaire de l'existence et de la fréquence des pratiques d'achat de livres déclarées par les personnes interrogées.

Les informations fournies par le **panel de consommateurs de Tns-Sofres** sont à la fois plus régulières et beaucoup plus précises (déclaration mensuelles au titre) mais, pour les raisons indiquées précédemment, elles ne sont disponibles que depuis 1994, les données antérieures souffrant d'une surreprésentation des acheteurs par VPC.

### *selon l'enquête Pratiques culturelles*

L'enquête indique une hausse régulière de la proportion d'acheteurs de livre (de 51 % à 62 % entre 1973 et 1988), suivie, semble-t-il, d'un palier jusqu'en 1997, tandis que le nombre de personnes déclarant avoir acheté « de nombreuses fois » ou « souvent » des livres reste globalement stable, autour de 15 %/16 % de la population, malgré un pic à 19 % en 1981.

au cours des 12 derniers mois	1973	1981	1988	1997
<b>Ont acheté au moins un livre</b>	<b>51</b>	<b>56</b>	<b>62</b>	<b>63</b>
dont de nombreuses fois / souvent *	15	19	16	16

source : 1973-1997, *Pratiques culturelles des Français*, Ministère de la Culture/DEP (2000 à 5000 personnes de 15 ans et +).

\* enquêtes 1973 et 1981 : « de nombreuses fois » ; enquêtes 1988 et 1997 : « souvent ».

### *selon le panel Tns-Sofres sur les achats de livres*

Entre 1994 et 2007, selon la mesure beaucoup plus précise de la réalité des achats fournie par le panel Tns-Sofres, la proportion de Français de 15 ans et plus ayant acheté au moins un livre dans l'année (hors livres scolaires et fascicules) varie entre 48 % et 57 %.

Le panel met en évidence trois phases de l'évolution du taux d'acheteurs :

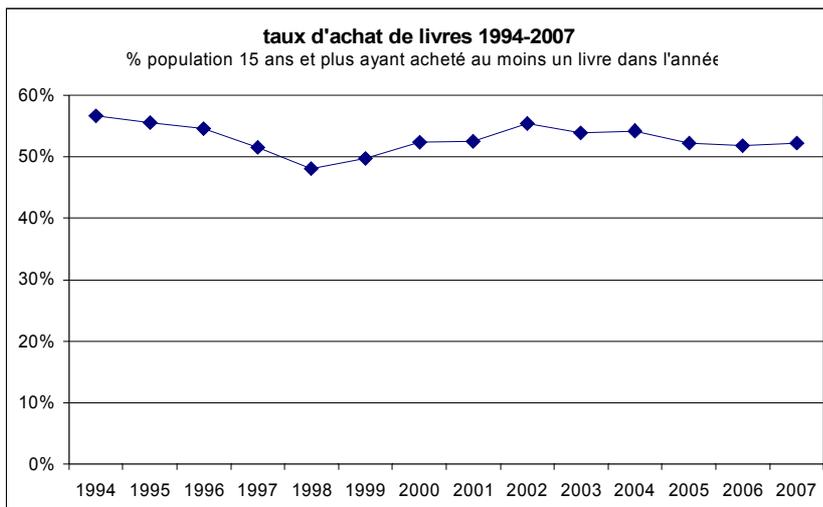
- une première phase de recul régulier entre 1994 et 1998, où le taux passe de 56,7 % à 48,0 % ;
- une phase de remontée tout aussi régulière entre 1998 et 2002 (de 48,0 % à 55,4 %) ;
- suivies d'une nouvelle phase, plus douce, de baisse du taux entre 2002 et 2006 (de 55,4 % à 51,8 %).

Cette chronologie ne coïncide pas avec celle de l'évolution du nombre de livres achetés par acheteur, puisqu'on observe :

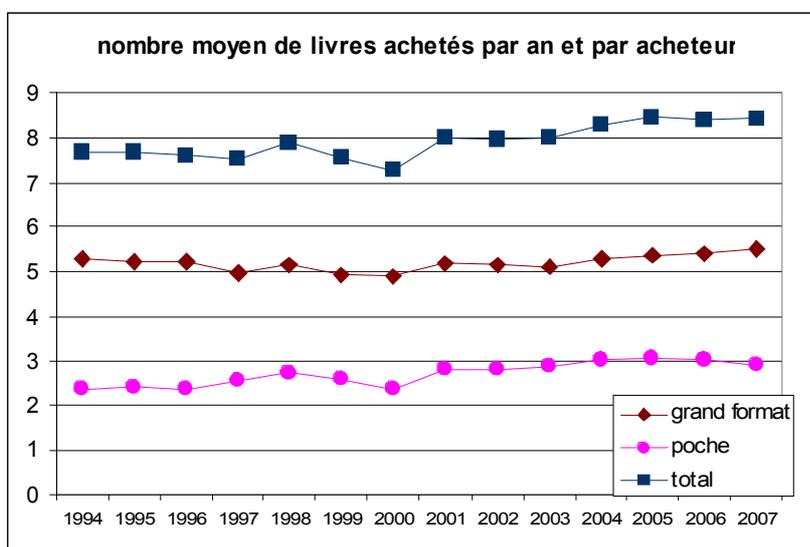
- plutôt une légère tendance à la baisse entre 1994 et 2000, de 7,7 livres par an à 7,3 ;
- suivie d'une tendance à la hausse entre 2000 et 2007, de 7,3 livres par an à 8,4/8,5 en fin de période.

On observe également que si le nombre de poches achetés augmente sur la presque totalité de la période (de 2,4 en 1994 à 3,1 en 2005), le nombre de livres grand format augmente également de façon régulière entre 2000 et 2007 (de 4,9 à 5,5).

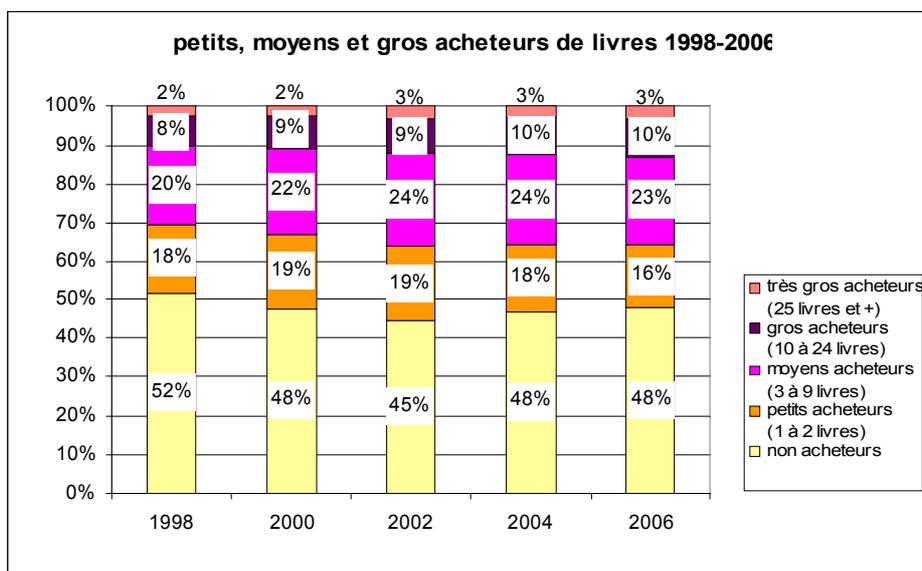
Enfin, contrairement à ce qui s'observe s'agissant des pratiques de lecture, on ne constate pas de diminution de la proportion de « gros » acheteurs (10 livres par an et plus), qui représentent à eux seuls environ 60 % des achats : cette proportion a même tendance à augmenter (de 10 % en 1998 à 12 % entre 2002 et 2006).



source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).



source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).



source : TNS-Sofres pour CNL/OEL, achats de livres d'un panel de 10.000 personnes de 15 ans et + (hors livres scolaires et encyclopédies en fascicules).

## 7c. L'emprunt en bibliothèque

### Sources disponibles et précautions d'emploi

L'enquête sur les *Pratiques culturelles des Français* fournit, depuis 1973, une mesure du taux d'inscription en bibliothèque (tous types confondus), puis, à partir de 1988, de la fréquentation des bibliothèques et des médiathèques.

Les **enquêtes nationales sur l'activité des bibliothèques** menées chaque année depuis 1969 pour les bibliothèques de lecture publique et depuis 1974 pour les bibliothèques universitaires fournissent des éléments sur les prêts à domicile d'imprimés (BM) ou de documents (BU). Le prêt de livres, isolé dans les statistiques des BM depuis 2006, représente plus de 92 % des prêts d'imprimés.

L'évolution du nombre d'emprunts en bibliothèque traduit la politique volontariste menée en France à la fin des années 1960, puis à partir de 1981, pour développer la lecture publique et combler le retard par rapport aux pays de l'Europe du nord.

En 25 ans, la proportion d'inscrits dans les bibliothèques a presque doublé (de 13 % à 21 % entre 1973 et 1997), le nombre de bibliothèques municipales a été multiplié par 3 et le nombre d'imprimés empruntés dans les bibliothèques municipales (90% du total des prêts d'imprimés) a été multiplié par 5.

Il semble toutefois que la progression constante du volume des prêts ait atteint un plafond en 2005. On soulignera cependant que le recul apparent du nombre de prêts en BM entre 2005 et 2007 reflète la baisse du nombre de répondants à l'enquête entre les deux dates et ne peut, à ce stade, être interprété comme un renversement de tendance.

### Inscription et fréquentation d'une bibliothèque au cours des 12 derniers mois

	1973	1981	1988	1997
Sont inscrits dans une bibliothèque	13	14	17	21
Sont allés au moins une fois dans une bibliothèque	nd	nd	23	31

source : 1973-1997, *Pratiques culturelles des Français*, Ministère de la Culture/DEP (2000 à 5000 personnes de 15 ans et +).

### Prêts à domicile d'imprimés dans les bibliothèques municipales

	1970	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007
prêts à domicile d'imprimés	28,3	59,3	96,8	137,0	156,4	161,6	154,5	151,0
dont prêts de livres	nd	nd	nd	nd	nd	149,2	142,2	138,7
<i>nb de BM prises en compte</i>	615	885	1 466	2 186	2 761	2 866	2 796	2 737

source : Ministère de la Culture/Direction du livre et de la lecture.

*Observatoire de l'économie du livre, 2008-2009*